



Georges Azenstarck
Un regard humaniste
(1934-2020)

Nationaliser les services publics
Un projet novateur de la CGT (1918-1921)
La troisième voie de PENA (1983-1986)

N° 158 - JUIN 2021 - 10 €

Les Cahiers DE L'INSTITUT CGT

[retour à l'accueil](#)

d'Histoire sociale

N° 158— JUIN 2021 - 10€

LE BILLET DE GILBERT GARREL, PRÉSIDENT

Censitaire : Du latin « *census* », dérivé du verbe « *censere* », évaluer la fortune et le rang de chacun, faire le recensement. Le suffrage censitaire est le mode électoral dans lequel seuls les citoyens dont le total des impôts directs dépasse un certain seuil sont électeurs. Le cens fut également utilisé pour être éligible ; il était dans ce cas fixé à un seuil plus élevé. Bien que le suffrage censitaire fût aboli définitivement par la IIIe République, le suffrage universel réel intégrant le droit de vote des femmes ne fut légitimé qu'à partir de 1944 avec une première application en 1945. Soixante-seize ans plus tard, nous venons de traverser une séquence électorale où seulement un Français sur trois s'est déplacé vers les bureaux de vote. Cette forme de « grève du vote » est un signal fort envoyé par les populations, d'autant plus lorsque l'on note que les jeunes générations se sont abstenues à plus de 80%. Dans le cadre des consultations politiques, les classes sociales supérieures s'expriment largement ; elles manifestent de l'intérêt, se sentant certainement plus concernées et mieux représentées. Les classes modestes et la jeunesse ont une perception bien différente concernant l'utilité de leur vote. Ce que nous vivons rappelle le suffrage censitaire non pas au sens étymologique du terme, puisque les élections sont ouvertes à tous, mais bien dans les faits quand ce sont particulièrement celles et ceux qui ont une assise sociale solide qui participent aux scrutins. Cette régression de l'expression démocratique populaire doit être prise comme une alerte très sérieuse. Engager une étude historique sur ce thème serait peut-être utile pour analyser le présent sur les plans politique, mais aussi social quand nous identifions qu'une tendance similaire se dessine dans le cadre des élections professionnelles.

UN PROJET NOVATEUR DE LA CGT (1918-1921)

Au sortir du premier conflit mondial, la direction de la CGT va placer en tête de ses revendications un plan inédit et élaboré de « nationalisations industrialisées » reposant sur le principe d'un retour à la collectivité des services et industries essentiels. « Intérêt général », « service public », « consommateurs, usagers »... des idées et un vocabulaire nouveaux imprègnent alors les discours syndicaux, non sans résistances. Retour donc sur l'après-Première Guerre mondiale et sur ce programme méconnu qui exercera pourtant une influence durable.

GEORGES AZENSTARCK DIT JOJO (1934-2020)

Nous ne verrons plus la silhouette familière de Georges Azenstarck avec sa veste de reporter, ses boîtiers, sa pipe (parfois) et sa moustache. Jojo comme l'appelaient ses amis nous a quittés le 2 septembre 2020. Avec lui, c'est un pan entier du photojournalisme social qui disparaît. Georges fait ses classes de reporter-photographe dans le journal L'Humanité, qui le recrute en 1956. Au sein de la rédaction, il couvre les mouvements sociaux et les luttes anticolonialistes. Il sera d'ailleurs, l'un des rares témoins de la terrible répression policière qui se déchaîne dans la nuit du 17 octobre 1961 contre des manifestants algériens. Azenstarck sera aussi le correspondant de l'agence de presse est-allemande ADN. A la fin des années 1960, il travaille pour La Vie ouvrière, ce qui lui permettra, en mai-juin 1968, d'être accrédité par les syndicats pour aller dans les usines et les lieux de travail occupés par les ouvrier(es). Son travail représente donc une base documentaire de premier ordre pour la connaissance de la France ouvrière et populaire des années 1960 aux années 2000. En 1979, il intègre la prestigieuse agence de presse Rapho où il côtoie Willy Ronis et Robert Doisneau dont il était proche. Azenstarck était un peu « l'homme aux semelles de vent », heureux d'être en reportage dans les cinq continents et notamment en Chine où il photographia, dans les années 1990, les habitants de Beijing avant la démolition des quartiers populaires traditionnels. Georges était un utopiste à la fibre sociale, un homme libre, intègre et exigeant.

L'UIMM FER DE LANCE DU PATRONAT

L'année 2021 est celle du 120e anniversaire de la création de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) qui, rapidement, s'est imposée en France comme l'une des plus puissantes organisations patronales. D'autres ont existé avant, sans atteindre sa longévité ni occuper le même rôle dans la société française. Elle demeure, au sein du patronat, une grande force, mais sa prédominance est remise en cause par l'évolution des structures de l'économie et la montée des activités de services dont certaines des organisations (banque, assurance...) ne manquent pas de moyens.

LA GAUCHE ET LA NATION—UN SUJET ANCIEN... TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Crise du projet européen, retour des nationalismes et xénophobie font chaque jour l'actualité. Le dépassement des frontières nationales, qui semblait aller de soi, est à nouveau questionné ! Dans les sociétés plurielles, comment des populations qui ne disposent pas d'histoire partagée peuvent-elles coexister ? Toutes ces interrogations furent débattues par la gauche européenne au cours de son histoire. Jean-Numa Ducange nous restitue ici les grands enjeux de ces débats.

RETOUR SUR UNE TENTATIVE DE MEMOCRATISATION DE LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE

A l'heure où Emmanuel Macron entend supprimer l'École nationale d'administration dans le but de « diversifier » le recrutement de la haute fonction publique française, cet article retrace l'histoire d'un dispositif d'ouverture sociale du prestigieux établissement : la troisième voie d'accès à l'ENA (1983-1986). Mesure de promotion des responsables militants au sein de l'administration, mise en plac sous le premier mandat de François Mitterrand, celle-ci visait à « démocratiser la haute fonction publique » en proposant un concours spécifique qui permette « aux élus politiques associatifs et syndicaux de la nation » d'intégrer l'appareil d'Etat. Si la réforme reste une expérience inachevée, tant son existence fut courte (1983-1986) et le nombre de ses bénéficiaires modique (vingt-neuf énarques au total), elle n'en demeure pas moins une tentative particulièrement intéressante de subversion des logiques de reproduction des élites sociales.